

Les éco-usages des drogues : mieux comprendre pour mieux agir

Colloque francophone sur les drogues

Résumés des ateliers

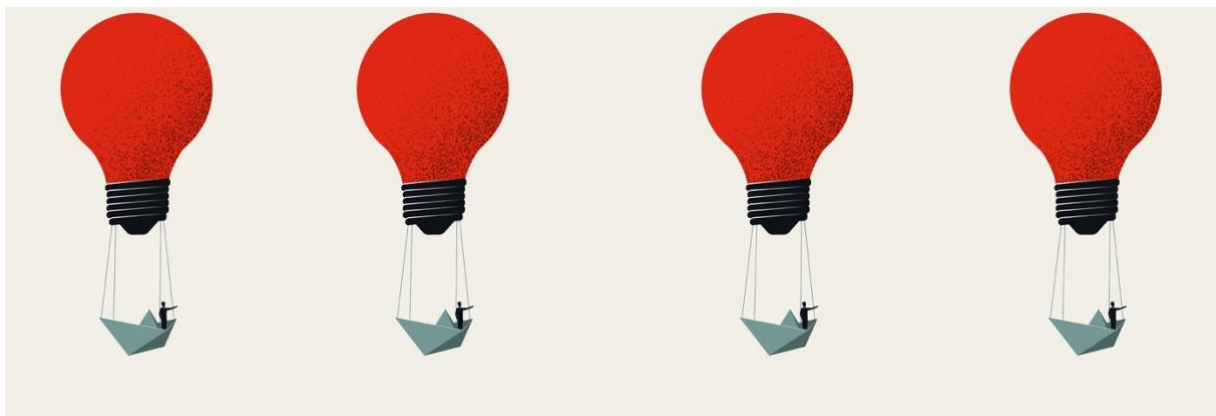


TABLE DES MATIERES

<u>ATELIER 1 – REPRÉSENTATIONS DES CONSOMMATIONS</u>	3
Rodolphe Balmer	3
Jean Clot et Ken Brunner	3
<u>ATELIER 2 – TRAJECTOIRES ET APPRENTISSAGES DES USAGES</u>	5
Salomé Gilles	5
Chloé Biaggi et Caterina Giusa	5
<u>ATELIER 3 – SENS DES PRATIQUES</u>	7
Sanda Samitca et Audrey Linder	7
Maria Caiata Zufferey et al.	7
Sonia Zecchin	8

Atelier 1 – Représentations des consommations

Rodolphe Balmer

Université de Fribourg, Département de Travail social, politiques sociales et développement global

« Le sens de consommation des cigarettes électroniques chez les jeunes en Suisse romande de 18 à 21 ans : une approche par les imaginaires sociaux »

Résumé :

Le marché du tabac, de la nicotine et des produits qui y sont liés connaît depuis une dizaine d'années un dynamisme inédit et propose un grand nombre de nouveaux produits. Parmi ceux-ci, les cigarettes électroniques qui ont fait leurs apparitions en 2008 et qui sont à présent consommées par un grand nombre de personnes. Initialement pensés et vendus pour des personnes adultes, fumeuses dans une logique d'aide à l'arrêt ou de substitution, il semblerait qu'aujourd'hui les modèles de dernières générations, communément désignés sous le nom de « Puff », connaissent un véritable succès notamment auprès des jeunes. À la fois similaires et différentes des cigarettes traditionnelles, les cigarettes électroniques, dans leurs différentes formes, ainsi que leur consommation sont empreintes de représentations, de croyances, d'imaginaires et de symboles qui guident les pratiques et les usages (Abric, 1994).

Dans le cadre d'un mémoire de master, nous menons actuellement une recherche afin de comprendre ce phénomène et d'accéder au sens que les jeunes consommateurs de cigarettes électroniques attribuent à leur pratique. Cette recherche a pour ambition de mettre au jour les motifs de consommation de ces produits chez les jeunes de 18 à 21 ans et les représentations qu'ils se font de leur pratique en matière de risques, mais aussi de saisir les imaginaires sociaux et les représentations qu'ils associent aux cigarettes électroniques.

Dans notre communication, nous présenterons les premiers résultats que nous aurons obtenus lors de notre recherche à la suite des entretiens que nous conduisons actuellement. En particulier, nous souhaitons exposer les imaginaires sociaux que les jeunes associent aux cigarettes électroniques, mais également comment ces imaginaires influencent les usages que ces mêmes jeunes font de ces produits.

Mots clés : Cigarettes électroniques, Jeunes consommateurs, Imaginaires sociaux

Jean Clot et Ken Brunner

Groupement Romand d'Études des Addictions (GREA) et Association FMR

« Les maux des mots ? Regards croisés sur les discours autour de la « toxicomanie » à Lausanne »

Résumé :

« Drogues », « faune », « zombies », « toxics », « junkies » : si l'on examine les archives des journaux romands des 40 dernières années jusqu'à la couverture médiatique récente sur les problématiques de consommation de drogues sur l'espace public, notamment à Lausanne et à Genève, force est de constater que la terminologie évolue peu. On se situe fréquemment entre animalité et bestialité, et il semble difficile de s'affranchir du jugement moral.

Si les mots stagnent, la politique drogue en Suisse, elle, a considérablement évolué, depuis l'introduction du pilier de la réduction des risques dans les années 90, jusqu'aux récents essais pilotes (cannabis à l'échelle nationale, projet d'essais pilotes pour la cocaïne à Berne).

Dans un même temps, depuis les publications presque simultanées de la théorie de l'étiquetage de Becker (Outsiders, 1963) et de Stigmates de Goffman (1963) jusqu'à aujourd'hui, les conséquences négatives de la stigmatisation des personnes concernées ne sont plus à démontrer dans le champ scientifique. Divers auteurs ont montré comment le langage façonne la pensée et les identités : que ce soit dans le champ de la sociologie (Bourdieu, 1982), de la linguistique (Chomsky, 1965 ; Moirand, 2007) ou de la philosophie (Sapir, 1985).

Le monde professionnel du domaine sociosanitaire et les pouvoirs publics se penchent également sur ces questions depuis des années et reconnaissent que la stigmatisation entraîne une péjoration des problèmes.

Les mots semblent toutefois avoir la vie dure. C'est de ce constat que partent les auteurs de l'atelier en proposant des regards croisés sur cette question. Il s'agira non pas tant d'examiner l'impact et les conséquences de la stigmatisation langagière, mais de s'interroger à savoir pourquoi on observe autant de persistance et résistance d'un vocabulaire souvent outrancier et dégradant, en particulier dans les médias.

On examinera également comment l'usage d'un mot varie et prend des significations différentes d'un champ social à un autre. En effet, il ne faut pas oublier le second degré, les discours ironiques ou de dérision, les réappropriations ou encore le détournement du langage. Un certain nombre de pistes de réflexion seront proposées et discutées avec les participants de l'atelier.

Mots clés : addictions, représentations sociales, langage

Atelier 2 – Trajectoires et apprentissages des usages

Salomé Gilles

EHESS, rattachée aux laboratoires de l'IRIS et du CEMS

« L'apprentissage social de la réduction des risques des usages de drogues dans un collectif numérique »

Résumé :

Problématique : Depuis l'article séminal d'Howard Becker « How Become a Marijuana User », la pénétration du numérique dans les moindres aspects du monde social a amené deux changements d'envergure dans les pratiques d'usage de drogues. Tout d'abord, du côté de l'offre, le numérique a accéléré la diffusion de drogues précédemment rare ou exotiques, et même la création de nouvelles drogues. Du côté de la demande, ensuite, il est de plus en plus fréquent que les amateurs de drogues s'informent et se réunissent dans des espaces dématérialisés tels que les médias sociaux. Entre diversité des usages et dématérialisation des rapports, comment les membres de collectifs numériques liées aux drogues deviennent-ils des consommateurs ? Comment apprennent-ils à maîtriser leur usage et à le maintenir ? Comment se mettent en place les contrôles sociaux à l'œuvre dans ces communautés numériques ? Mon terrain est composé de trois collectifs numériques d'amateurs de drogues, implantés chacun dans le média social Discord. J'ai mené une observation participante de quatorze mois, et recueilli des notes de terrain, des extraits de fils de conversation, des discussions privées avec des enquêtés, et des entretiens.

Résultats préliminaires :

L'entrée dans un collectif numérique d'amateurs de drogues vient initier ou soutenir les consommations des internautes, en leur donnant accès à des informations sur les produits et à la guidance des pairs, ainsi qu'à un milieu social où l'usage de drogues n'est pas problématique en soi.

Ces espaces sont organisés pour accueillir les discussions sur les substances psychoactives les plus diverses, aussi chaque internaute y dessine-t-il un parcours unique. On peut néanmoins lire, dans la mise en œuvre de cet apprentissage social, une tension structurante entre l'appréciation des drogues et la conscience de leurs dangers. Cette conscience est nourrie par la survenue régulière d'accidents de consommation, et parfois de crises et de drames liés aux drogues. Cette tension s'exprime et se résout dans la notion de « réduction des risques », souvent présentée comme politique officielle du collectif.

Ainsi, les internautes amateurs de drogues apprennent-ils non seulement à consommer des drogues, mais aussi à en limiter les conséquences. De cette manière, ils se conforment aux impératifs sociaux fondamentaux qui, selon Becker, ordonnent de se montrer responsable, et de se soucier de soi et de sa santé. Les collectifs d'amateurs de drogues, en insistant sur la régulation des usages, dessinent un modèle de l'amateur de drogue qui va à l'encontre des stéréotypes, et ouvre la voie à la citoyenneté.

Mots-clefs : Réduction des risques, collectif numérique, apprentissage social

Chloé Biaggi et Caterina Giusa

UBO, Labers

« Fumer des cigarettes achetées dans la rue : représentations, usages et pratiques »

Résumé :

En France, il est illégal d'acheter des cigarettes en dehors des bureaux de tabac, et en particulier auprès de vendeurs de rue. Les acheteurs sont passibles d'une contravention et les produits vendus – de contrebande ou de contrefaçon – sont souvent interdits à la vente. Le nombre de cigarettes vendues de cette manière est loin d'être négligeable (Lalam et al., 2012) et a augmenté dans les dernières années dans plusieurs grandes métropoles françaises, dont l'agglomération parisienne. Si des recherches stimulantes se sont intéressées aux parcours et à l'activité des vendeurs de cigarettes à la sauvette (Bayle, 2021 ; Keyhani, en cours), on sait en revanche peu de choses des personnes qui achètent ces produits. Pourtant, s'intéresser à ces consommateurs permet de prolonger des travaux antérieurs, qui ont éclairé la manière dont la pratique tabagique était puissamment structurée par des inégalités de classe et de revenus (Peretti-Watel, 2012), mais aussi par des inégalités liées à l'origine et au parcours migratoire (Rives et al., 2021). Dans la continuité, notre étude s'intéresse aux inégalités sociales qui structurent l'achat de cigarettes dans la rue – un mode d'approvisionnement qui constitue un angle mort des recherches sociologiques sur la pratique tabagique.

Cette communication repose sur une enquête collective ethnographique en cours, menée dans plusieurs quartiers de Paris et de la banlieue parisienne, qui combine des entretiens avec des consommateurs, des observations des interactions de vente, des entretiens avec des vendeurs de cigarettes et avec d'autres acteurs des quartiers concernés (habitants, commerçants, acteurs associatifs, élus municipaux). Nous mobiliserons surtout ici des entretiens approfondis avec des consommateurs (n=10).

Notre étude vise à mieux comprendre qui sont les consommateurs de cigarettes achetées dans la rue, et quels sont les sens qu'ils donnent à cette pratique. Elle met en lumière la pluralité des usages de ce produit, et étudie les

ressorts qui poussent les acteurs à s'engager puis éventuellement à persister dans cette pratique, ou, au contraire, à s'en détourner (Becker, 1963). Nous considérons ainsi l'achat de cigarettes dans la rue comme une pratique sociale, dont nous éclairons les ressorts sociaux (liés aux trajectoires, mais aussi aux contextes dans lesquels la pratique se déploie). Nous montrons que la motivation économique, si elle est importante, ne saurait à elle seule expliquer l'achat de cigarettes dans la rue. D'autres éléments comme la trajectoire migratoire, le rapport à la santé et à l'État, ou encore le rapport au quartier entrent en compte pour comprendre la manière dont ces pratiques plurielles se configurent.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur l'importance de l'enjeu financier dans l'initiation à la pratique, et sur la manière dont la vente s'inscrit dans des territoires urbains à la fois populaires et marqués par une forte présence immigrée. Puis, nous montrerons comment la trajectoire migratoire contribue à façonner le rapport des acteurs à cette pratique : tandis que les personnes récemment arrivées sur le territoire achètent souvent leurs cigarettes de cette manière, d'autres migrants installés depuis plusieurs années en France perçoivent au contraire cette pratique comme une forme de repoussoir et cherchent à s'en distinguer. Enfin, l'enquête donne à voir d'autres profils de consommateurs – plus minoritaires – inscrits dans les classes moyennes, pour qui le rapport à la santé dessine des usages plus ponctuels de l'achat de cigarettes dans la rue.

Mots-clés : tabac, inégalités sociales, vente de rue

Atelier 3 – Sens des pratiques

Sanda Samitca et Audrey Linder

Unisanté Lausanne et Haute École Spécialisée de Suisse Occidentale

« Les raisons de la (non-)utilisation d'une salle de consommation à moindres risques du point de vue des consommatrices et consommateurs »

Résumé :

De 2018 à 2021, nous avons été chargées de l'évaluation de l'espace de consommation sécurisé (ECS), ouvert à Lausanne en octobre 2018. Cette évaluation de trois ans comportait à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives. Dans la présente communication, nous nous baserons sur les entretiens effectués pour le rapport intermédiaire (Samitca et al., 2020) et le rapport final (Samitca et al., 2021) avec les usager·ères de l'ECS (N=42) et avec des personnes qui ne souhaitent pas s'y rendre (N=20).

Nous proposons de revenir sur les différentes raisons évoquées pour consommer ou non au sein de l'ECS, ainsi que les demandes d'amélioration faites par les usager·ères à la suite de l'ouverture, afin de réfléchir aux modes de consommation et aux attentes qui entourent ceux-ci. De fait, si la pertinence et les avantages des salles de consommation à moindre risque (SCMR) en tant que mesure centrale de réduction des risques (RdR) n'ont plus à être prouvés, leur ouverture et leur mise en œuvre soulèvent encore de nombreuses questions. Nous proposons une réflexion sur les raisons des (non-)usages de l'ECS par les consommatrices et consommateurs et ce que cela dit de l'évolution des contextes de consommation et de la manière dont les politiques de RdR devraient accompagner ces changements.

Certaines raisons évoquées pour ne pas se rendre à l'ECS, ainsi que les pistes d'amélioration mentionnées par les consommatrices et consommateurs indiquent que si la consommation est importante, les manières de consommer le sont tout autant. En nous appuyant sur des extraits d'entretiens avec des usager·ères et non-usager·ères de l'ECS, nous montrerons comment certains facteurs peuvent intervenir dans le choix de recourir ou non à une SCMR. En particulier, trois facteurs seront détaillés : (1) La convivialité du lieu de consommation ; (2) La sérénité du moment de la consommation ; et enfin (3) Les temporalités de la consommation, et leur conséquence sur la gestion de la consommation.

À partir de ces (non-)usages, nous proposerons une réflexion sur ce décalage entre le déploiement de prestations de RdR qui ont fait leur preuve dans d'autres contextes et des pratiques du public-cible auquel elles sont destinées, qui traduisent des réticences et une adhésion limitée. Comment comprendre ces résistances et surtout comment les dépasser afin de s'assurer que les prestations répondent aux besoins et attentes des consommatrices et consommateurs ? Nous aborderons quelques pistes en soulignant l'importance de travailler avec le public-cible, de donner de la place au sens accordé aux pratiques et aux environnements dans lesquels celles-ci prennent place.

Mots clés : salle de consommation à moindre risque ; réduction des risques ; point de vue des consommatrices et consommateurs

Maria Caiata Zufferey et al.

Scuola Universitaria Professionale della Svizzera italiana (SUPSI), Manno (Suisse)

« Vieillir avec les drogues. Exploration qualitative des modes de vie des usagers de drogues en traitement de substitution âgés de 50 ans ou plus »

Résumé :

Contexte et question de recherche : Le nombre de consommateurs de substances en thérapie substitutive âgés de 50 ans ou plus (ci-après PWUD 50+ : people who use drugs aged more than 50) a augmenté de 400% en Suisse au cours des 20 dernières années. Cette population émergente remet en question la représentation de la toxicodépendance comme un phénomène associé à la jeunesse, et soulève des interrogations sur les spécificités des consommateurs qui vieillissent avec les drogues. La littérature montre que les PWUD 50+ posent un défi important aux institutions chargées de leur prise en charge : ces individus cumulent des problèmes physiques, psychologiques et sociaux qui nécessitent des soins spécifiques ; de plus, ils ont tendance à échapper aux structures socio-médicales traditionnelles car ils se trouvent dans une sorte de « no man's land » entre les secteurs du vieillissement et celui de la toxicodépendance. Cependant, au-delà des conditions bio-psycho-sociales de cette population, peu d'informations sont disponibles sur leurs modes de vie et leur façon de se concevoir.

Méthode : Dans le cadre d'une recherche inspirée de la méthode de la théorisation ancrée, nous avons réalisé une étude qualitative pour comprendre les modes de vie et les stratégies identitaires d'un échantillon de 15 PWUD

50+ résidant au Tessin. Les participants, âgés de 51 et 60 ans, ont été recrutés auprès de diverses institutions d'aide aux personnes dépendantes ou par le biais de médecins généralistes. L'échantillon est diversifié en termes de genre (11 hommes, 4 femmes) et de consommation actuelle de substances illégales en plus de la méthadone (8 consommateurs et 7 non-consommateurs de substances illégales). Les entretiens ont été enregistrés, retranscrits et analysés à travers la méthode de la comparaison constante.

Résultats : L'analyse des données souligne la complexité et la diversité des modes de vie des PWUD 50+. Ces individus développent différentes stratégies identitaires qui orientent leur existence. Nous présenterons une typologie comprenant quatre types de consommateurs : a) le "junkie" fait référence à l'image stéréotypée du consommateur de drogues à long terme, fortement marginalisé, dont le vieillissement est associé à un déclin sévère sur les plans social, physique et mental ; b) l'"invalidé" se caractérise par un état de santé très altéré qui domine l'auto-définition du consommateur et l'organisation de sa vie quotidienne ; c) l'"expert" met en œuvre des stratégies personnelles de réduction des risques acquises grâce à un apprentissage à long terme et revendique sa consommation de substances ; e) l'"équilibriste" se situe à la fois dans le monde des substances et dans celui de la conformité sociale, ce qui le place en permanence dans une situation de précarité.

Conclusion : Malgré certains traits communs, cette étude souligne la diversité des stratégies identitaires utilisées par les PWUD 50+ pour donner un sens à leur parcours de vie et orienter leurs actions futures. Ces résultats suggèrent de nouvelles approches de prise en charge pour les professionnels du domaine social et de la santé, basées sur l'expérience vécue par les personnes âgées de 50 ans et plus.

Mots clés : Traitement de substitution, vieillissement, stratégies identitaires

Sonia Zecchin

Laboratoire LaSA, UFR SLHS Besançon, France

« La consommation de drogues sur le lieu de travail en milieu festif »

Résumé :

Cette proposition de communication découle de mes recherches en doctorat sur les consommations de drogues sur le lieu de travail.

Travaillant dans une salle de concert et sur les festivals de la région Bourgogne Franche-Comté en tant que barmaid et menant une recherche sur les consommations de produits psychoactifs, j'ai mis en œuvre, sans que cela soit réellement intéressé dans un premier temps, une observation participante « discrète ». C'est après 1 an d'observation flottante que je me suis rendu compte de l'intérêt de travailler sur ce sujet. En effet, la consommation de drogues sur le lieu de travail paraît normalisée pour un certain nombre de travailleurs dans le milieu culturel. J'ai donc fait évoluer mon sujet de thèse qui portait sur les évolutions de la consommation de drogue en population ordinaire pour tenter de comprendre pourquoi des travailleurs poursuivent des consommations illégales au risque de leur situation professionnelle et de leur santé.

L'intermittence du spectacle est un travail qui use le corps. Les intermittents doivent porter des charges lourdes, ont des horaires décalés. Selon le code du travail (article L 212-1) « la durée quotidienne de travail effectif par salarié ne peut excéder 10 heures ». Dans la réalité cela n'est pas appliqué. Les intermittents travaillant sur des festivals peuvent faire des journées de plus de 15h, parfois sans avoir 8h de repos entre 2 journées de travail. Un intermittent du spectacle doit avoir travaillé au minimum 507h de travail dans les 12 mois pour prétendre aux allocations chômage ce qui peut l'obliger à accumuler de nombreuses heures sur de courtes périodes.

Dans ce cadre, la consommation de produits psychoactifs n'est pas uniquement récréative mais a surtout pour but de pallier la pénibilité imposée par leurs conditions de travail. Cannabis et cocaïne, comme dans le bâtiment (Ngo Nguene, M., 2015), permettent de pallier les douleurs et la fatigue. Cependant et contrairement à ce que démontre Fabien Brugière (2016) au sujet des ouvriers aéroportuaires, les intermittents ne semblent pas lutter contre un mal-être au travail, leur activité reste le support de leur identité sociale. Dans cette communication, je m'intéresserai alors au « travail de santé » (Lhuillier, Waser, 2016) des intermittents qui les pousse à consommer des drogues pour résister et se maintenir en activité afin de préserver leur identité donc leur santé psychique (Doucet, 2016). Par exemple, il est commun de boire une bière, fumer un joint de cannabis ou CBD en fin de chantier. Cela permet aux différentes équipes de se retrouver, de souffler, tout en faisant un briefing de la journée passée et en négociant de futurs contrats.

Mots clés : drogues, sociologie, travail.